

OBLIGATIONS

Élections européennes : Grands changements ou statu quo ?

May 22, 2019

De nombreux observateurs prédisent que les élections européennes qui se tiendront ce mois-ci marqueront l'arrivée d'une vague de représentants populistes au Parlement européen. David Zahn, responsable Taux Europe du Franklin Templeton Fixed Income Group, estime qu'il pourrait y avoir un changement dans l'équilibre politique, mais suggère que la capacité des deux extrêmes de l'éventail politique à altérer radicalement le cap de l'Union européenne sera probablement limitée.

Alors que l'attention des investisseurs européens se concentre sur les élections parlementaires européennes fin mai, on parle beaucoup d'une éventuelle montée du populisme et de son impact probable sur les marchés financiers.

Quel que soit le résultat des votes, nous pensons qu'il n'y aura que peu de changement pour les marchés.

Pour les investisseurs obligataires, la politique et les mesures monétaires ont constitué les thèmes majeurs en Europe au cours de la dernière décennie.

Rien dans le domaine politique ne nous semble présenter suffisamment de risques de changement pour inciter la Banque Centrale Européenne à modifier sa position accommodante. Nous nous attendons à ce qu'elle reste accommodante dans l'avenir proche. Nous ne prévoyons actuellement aucune hausse des taux d'intérêt dans la zone euro avant 2022.

Composition du Parlement européen

Le Parlement européen est déjà très diversifié en termes de représentations des opinions politiques. Nous ne pensons pas que cela changera radicalement après les élections, bien que l'on puisse assister à un certain rééquilibrage.

Nous ne nous attendons pas non plus à ce que cette élection remédie à la paralysie politique en Europe. En fait, elle pourrait même l'exacerber.

Il est probable que les partis populistes et extrémistes seront plus fortement représentés qu'à l'heure actuelle. En conséquence, la politique européenne se fera probablement beaucoup plus bruyante, et nous nous attendons à des débats plus agités au Parlement européen. Cela pourrait accroître l'incertitude quant à la politique de l'Union Européenne, ce qui pourrait signifier que l'Europe continue à faire du sur-place si elle ne parvient pas à réaliser les changements qu'elle souhaite.

Mais nous n'anticipons aucun changement radical dans l'orientation de la politique de l'UE.

Nous nous attendons à ce qu'un plus grand nombre de partis au Parlement européen réclament une réforme de l'UE. À nos yeux, l'Europe a besoin d'une réforme, mais il reste à voir si la nouvelle représentation au Parlement fera pression en faveur de ce que nous pensons être le bon type de réforme.

En outre, nous devrions assister à un renouvellement de la direction des principales institutions européennes. Dans les mois à venir, de nouveaux présidents vont prendre la tête de la Commission européenne, du Conseil européen, du Parlement européen et de la BCE.

Selon nous, ces nouveaux présidents devraient s'avérer pragmatiques face au nouveau paysage politique. Cependant, promettre une réforme est beaucoup plus facile que la mettre en œuvre. Il est rare qu'une réforme soit unanimement saluée.

Si l'extrême-droite fait mieux que prévu et prend le contrôle du parlement, cela pourrait provoquer un changement plus important, mais le résultat des récentes élections générales en Espagne suggère que certains commentateurs surestiment peut-être l'attrait du populisme de droite.

Néanmoins, il faut veiller à ne pas trop interpréter les résultats du passé, car les électeurs ont souvent utilisé les élections au Parlement européen comme une occasion d'émettre un vote de protestation.

Le rôle du Royaume-Uni au Parlement européen

La probable participation du Royaume-Uni aux élections du Parlement européen semble constituer un autre point faible. Mais les eurodéputés britanniques ne siègeront que jusqu'à ce que le Brexit soit finalisé.

Au Royaume-Uni, le Parti du Brexit, une formation eurosceptique naissante, obtient de très bonnes intentions de vote au détriment du Parti conservateur. On peut s'attendre à ce que les eurodéputés de ce parti secouent considérablement l'agenda politique de l'UE.

Par ailleurs, nous pensons qu'une autre contre-performance électorale pourrait signifier la fin du mandat de Theresa May comme Première ministre.

Les résultats des élections en Espagne renforcent notre opinion positive

Nous nous attendons à ce que l'Espagne obtienne plus ou moins le même résultat que lors des dernières élections. Nous pensions déjà que c'était un des pays d'Europe les plus intéressants du point de vue de l'investisseur, et le résultat des votes a renforcé ce sentiment.

Le parti socialiste a obtenu le plus grand nombre de sièges, et nous nous attendons à ce qu'il continue à diriger le pays. Cela étant, nous ne pensons pas qu'il se montrera pressé de mettre sur pied un gouvernement de coalition, mais plutôt qu'il attendra que le scrutin du Parlement européen soit passé.

De nombreux commentateurs ont mis l'accent sur le succès apparent du parti de droite Vox, qui a remporté 24 sièges. Mais Vox n'a pas obtenu les résultats qu'il escomptait.

Du point de vue de l'investisseur, nous pensons que l'orientation budgétaire des autorités espagnoles est positive depuis quelque temps. L'Espagne est un des pays d'Europe dont la croissance est la plus rapide, avec un PIB qui progresse à un taux annuel de plus de 2 % au premier trimestre 2019.¹ Son ratio dette sur PIB a quelque peu augmenté, mais son déficit budgétaire est inférieur à 3 %.²

Selon nous, les obligations espagnoles offrent une prime significative par rapport à celles de la France et de l'Allemagne.

Les commentaires, opinions et analyses du présent document sont communiqués à titre d'information uniquement ; ils ne sauraient être considérés comme un conseil d'investissement individuel ou comme une recommandation d'investir dans un quelconque titre ou d'adopter une quelconque stratégie d'investissement. Les conditions économiques et de marché étant susceptibles d'évoluer rapidement, les commentaires, opinions et analyses sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis. Les présentes ne constituent pas une analyse exhaustive de tous les aspects importants d'un pays, d'une région, d'un marché, d'un secteur, d'un investissement ou d'une stratégie.

Les données de tierces parties peuvent avoir été utilisées dans la préparation de ce document, et Franklin Templeton Investments (« FTI ») n'a pas vérifié, validé, ni audité de manière indépendante ces données. FTI décline toute responsabilité en cas de perte due à l'utilisation de ces informations, et la pertinence des commentaires, des opinions et des analyses contenus dans ce document est laissée à la seule appréciation de l'utilisateur. Les produits, services et informations peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions et sont fournis par les sociétés affiliées de FTI et/ou leurs distributeurs, dans la mesure où la réglementation/législation locale l'autorise. Veuillez consulter votre conseiller financier pour toute information supplémentaire sur la disponibilité des produits et services dans votre juridiction.

CFA® et Chartered Financial Analyst® sont des marques déposées de CFA Institute.

Pour recevoir d'autres articles de Franklin Templeton par e-mail, abonnez-vous au blog [Beyond Bulls & Bears](#).

Pour recevoir des informations abrégées sur l'investissement, suivez-nous Twitter [@FTI_France](#) et sur [LinkedIn](#).

Quels sont les risques ?

Tout investissement comporte un risque, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. La valeur des investissements peut fluctuer à la baisse comme à la hausse et les investisseurs ne sont pas assurés de récupérer la totalité de leur mise initiale. Les prix des obligations évoluent généralement dans le sens opposé des taux d'intérêt. Ainsi, lorsque les taux d'intérêt augmentent, la valeur d'un portefeuille obligataire peut reculer. Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques, comme les fluctuations de change, l'instabilité économique et l'évolution de la situation politique.

[1.](#) Source : Instituto Nacional de Estadística

[2.](#) Source : Eurostat